



Le renforcement d'une bonne gouvernance par le biais de la technologie mobile (m-gouvernance) reçoit une attention accrue tant de la part des organisations de la société civile que des institutions politiques – et ce à juste titre. La technologie mobile offre un potentiel extraordinaire d'amélioration de l'accès des citoyens aux services et responsables gouvernementaux. Un rapport récent, [publié](#) par l'Organisation de coopération économique et l'Union internationale des communications, avance qu'une extension de la pénétration des téléphones intelligents offrira des « possibilités sans précédent » pour la m-gouvernance dans l'avenir. En revanche, ces discussions négligent souvent l'effet politique de la plate-forme technologique elle-même.

Des plates-formes plus avancées présentent un attrait fort pour les technologistes ainsi que les gouvernements. Un nombre accru de capacités et de fonctionnalités se traduit par plus de possibilités de se connecter aux systèmes gouvernementaux. En revanche, plus la plate-forme est avancée, plus la barre est relevée pour l'accès – tant en matière d'éducation que de finances – pour les citoyens. Toutes les plates-formes ne sont pas égales. Lorsque la m-gouvernance adopte une plate-forme, la répartition de la pénétration de cette dernière devient la répartition de l'accès au gouvernement. Ceci peut être particulièrement vrai lorsque les institutions gouvernementales utilisent des efforts de m-gouvernance pour justifier une réduction des formes d'accès traditionnelles (p.ex. les heures de bureau). Il existe un risque réel que la promotion de la m-gouvernance sur des plates-formes de haut de gamme ait un effet délétère opposé : l'amélioration de l'accès au gouvernement pour les citoyens et la diminution de l'accès pour tous les autres.

La solution réside dans la reconnaissance que la sélection d'une plate-forme pour des



SOCIAL IMPACT LAB

efforts de m-gouvernance est plus qu'une simple décision technique ; c'est aussi une décision politique. Toute plate-forme déterminera l'accès des citoyens mais, en sélectionnant des plates-formes gratuites, en « open source », à compatibilité croisée et à pénétration élevée, le nombre de citoyens en mesure d'accéder au système peut être maximisé. Des plates-formes gratuites et en « open source » réduisent les coûts financiers pour les citoyens tout en augmentant leur capacité à adapter le système à leurs besoins. La compatibilité croisée et la pénétration élevée se traduisent par le plus grand nombre de citoyens ayant accès aux outils.

La gouvernance mobile promet de réaliser une ouverture des institutions gouvernementales et de donner aux citoyens un accès moins onéreux, meilleur et plus rapide aux services et aux informations. Revanche, cette promesse ne peut être tenue qu'avec la sélection délibérée de plates-formes technologiques qui abaissent, et non pas relèvent, la barre de l'accès pour les citoyens. Lorsque la technologie signifie un accès aux services gouvernementaux, le choix de la plate-forme a tout autant d'impact sur une bonne gouvernance que l'application elle-même. L'adoption de plates-formes gratuites, en « open source », à compatibilité croisée et à pénétration élevée pour la m-gouvernance offre la meilleure chance d'avoir des règles du jeu équitables pour la participation et de passer outre la politique des plates-formes.

Auteur : [Chris R Albon](#)